



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Complaint Information (Retail Associations) Regulations

Règlement sur les renseignements relatifs aux réclamations (associations de détail)

SOR/2001-374

DORS/2001-374

Current to September 11, 2022

À jour au 11 septembre 2022

Last amended on February 12, 2009

Dernière modification le 12 février 2009

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 11, 2022. The last amendments came into force on February 12, 2009. Any amendments that were not in force as of September 11, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 11 septembre 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 12 février 2009. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 11 septembre 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Complaint Information (Retail Associations) Regulations

Provision of Information

- 1 Information to be provided
- 2 Manner of providing information

TABLE ANALYTIQUE

Règlement sur les renseignements relatifs aux réclamations (associations de détail)

Renseignements

- 1 Renseignements
- 2 Façon de remettre les renseignements

Registration
SOR/2001-374 October 4, 2001

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

**Complaint Information (Retail Associations)
Regulations**

P.C. 2001-1745 October 4, 2001

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 463^a of the *Cooperative Credit Associations Act*^b, hereby makes the annexed *Complaint Information (Retail Associations) Regulations*.

Enregistrement
DORS/2001-374 Le 4 octobre 2001

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE
CRÉDIT

**Règlement sur les renseignements relatifs aux
réclamations (associations de détail)**

C.P. 2001-1745 Le 4 octobre 2001

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 463^a de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les renseignements relatifs aux réclamations (associations de détail)*, ci-après.

^a S.C. 2001, c. 9, s. 339

^b S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2001, ch. 9, art. 339

^b L.C. 1991, ch. 48

Complaint Information (Retail Associations) Regulations

Provision of Information

Information to be provided

1 For the purposes of subsections 385.22(4) and 385.24(1) of the *Cooperative Credit Associations Act*, the prescribed information is that the person may contact the Agency

(a) at its office at 427 Laurier Ave. West, 6th Floor, Ottawa, Ontario K1R 1B9; or

(b) through its website at *www.fcac-acfc.gc.ca*.

SOR/2009-61, s. 1.

Manner of providing information

2 For the purposes of subsection 385.24(1) of the *Cooperative Credit Associations Act*, the prescribed manner of providing the information referred to in section 1 is by providing it

(a) in a brochure, statement of account or written statement that contains other information that is required, under that Act, to be disclosed in respect of an arrangement referred to in subsection 385.18(4) of that Act, a payment, credit or charge card, the cost of borrowing or any other obligation of the retail association under a consumer provision; or

(b) in a separate document.

SOR/2009-61, s. 1.

Règlement sur les renseignements relatifs aux réclamations (associations de détail)

Renseignements

Renseignements

1 Pour l'application des paragraphes 385.22(4) et 385.24(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, les renseignements qui y sont visés consistent en un énoncé portant que toute personne peut communiquer avec l'Agence :

a) soit en s'adressant à son bureau situé au 427, avenue Laurier Ouest, 6^e étage, Ottawa (Ontario) K1R 1B9;

b) soit au moyen de son site Web au *www.fcac-acfc.gc.ca*.

DORS/2009-61, art. 1.

Façon de remettre les renseignements

2 Pour l'application du paragraphe 385.24(1) de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, l'association de détail est tenue de remettre les renseignements visés à l'article 1 au moyen :

a) soit d'une brochure, d'un relevé de compte ou d'une déclaration écrite qui contient d'autres renseignements devant, aux termes de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, être communiqués relativement à un arrangement visé au paragraphe 385.18(4) de cette loi, à une carte de crédit, de débit ou de paiement, à un coût d'emprunt ou à toute autre obligation de l'association de détail découlant d'une disposition visant les consommateurs;

b) soit d'un document distinct.

DORS/2009-61, art. 1.